

GUINÉE-BISSAU- 8 avril 2020

Ruth Monteiro

Persécutée à la suite de la prise du pouvoir par Umaro Sissoco Embaló, l'ancienne ministre de la justice craint désormais pour sa vie



Ruth Monteiro, ancienne ministre de la Justice et des droits de l'homme du gouvernement d'Aristides Gomes, a dû comparaître au parquet de Guinée-Bissau, pour être entendue à la suite d'une plainte liée à son véhicule de fonction déposée par le nouveau gouvernement.

Le ministère public prétend que Ruth Monteiro n'aurait pas restitué les véhicules de service dont elle disposait en tant que ministre de la Justice.

Avocate au Portugal jusqu'en 2010, Ruth Monteiro avait été nommée ministre de la justice et des droits de

l'homme en juillet 2019, puis à partir du 31 janvier 2020, ministre des affaires étrangères, jusqu'au limogeage d'Aristides Gomes au lendemain de la proclamation contestée du président, Umaro Sissoco Embaló, le 28 février 2020.

Le 23 mars 2020, elle avait été empêchée, une première fois, de se rendre Portugal à l'aéroport de Bissau, parce qu'elle figurait sur une liste des personnes empêchées de quitter le pays. Il lui a été indiqué qu'il lui était reproché la non-restitution de sa voiture de fonction de ministre de la Justice. Pourtant, les représentants du Programme des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUD eux-mêmes, ont confirmé officiellement au ministère de l'Intérieur, au Protocole d'État, à l'ambassade du Portugal et à l'Union européenne que la voiture leur appartenait et ont fourni la preuve de restitution.

Le 31 mars 2020, Ruth s'est présentée à l'aéroport où elle n'a pas pu davantage embarquer, le ministère public ayant décidé de lui imposer une assignation, à résidence en évoquant sa double nationalité et évoquant la possibilité d'une évasion au Portugal.

La veille 30 mars 2020, le ministère avait déposé une plainte pour appropriation des biens de l'État. Il soutient désormais qu'une seconde voiture appartenant au ministère n'aurait pas été retrouvée. À la demande de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, la Ligue guinéenne des droits de l'homme s'est rendue au ministère de la Justice et a photographié la voiture qui y était stationnée.

Ruth Monteiro accuse le régime d'utiliser la force des armes pour effrayer les anciens membres du gouvernement et elle craint désormais pour sa vie. D'autres membres du gouvernement d'Aristides Gomes sont également victimes de persécutions politiques et ont dû se réfugier dans un endroit clandestin.

L'état d'urgence décrétée en raison de l'épidémie de covid-19 est utilisé pour légitimer le "coup d'État" d'Umaro Sissoco Embaló. De nombreux analystes politiques accusent le nouveau gouvernement de profiter de la situation pour "attaquer les droits fondamentaux des citoyens". À ce jour, la Guinée-Bissau a enregistré 39 cas d'infection

Ruth Monteiro, avocate de 1988 à 2010 au Portugal, était consultante auprès de l'Union Européenne (UE) pour la rédaction de la loi organique des Ministères et Secrétaires d'État de Guinée-Bissau, entre 2011 et 2012.

